

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

30 juin 2020

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LES ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS	1
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LES ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS	2
ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS	
Résultats	3
Excédent accumulé	4
Situation financière	5
Flux de trésorerie	6
Notes complémentaires	7-22
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES RÉSUMÉS	
Revenus	Annexe A
Charges par activité	Annexe B



RAPPORT FINANCIER DU CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2020

Rapport de la direction

Les états financiers du Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord pour l'exercice clos le 30 juin 2020 portant la signature électronique 5581149015, ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport financier concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne, conçus pour fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

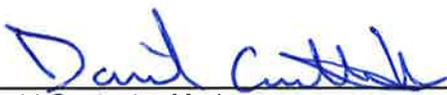
La direction du Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires du Centre de services scolaire conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Conseil des commissaires et le Comité conseil ont surveillé la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière. Le Conseil d'administration approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification.

Beaudoin Doray Tremblay S.E.N.C.R.L., auditeurs indépendants nommés par la direction, ont procédé à l'audit des états financiers du Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Beaudoin Doray Tremblay S.E.N.C.R.L. peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Guylaine Desroches
Directrice générale



David Castanha-Morin
Directeur du Service des ressources financières

Saint-Jérôme, le 30 octobre 2020.

RAPPORT FINANCIER DU CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2020

Rapport de l'auditeur indépendant

Au Ministère de l'Éducation

Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord

Rapport de l'auditeur indépendant

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord (ci-après « le Centre de services scolaire ») portant la signature électronique 5581149015, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2020, l'état des résultats, l'état de l'excédent accumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, les renseignements complémentaires aux états financiers inscrits aux pages 7 à 275, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes et les renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints portant la signature électronique 5581149015 donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre de services scolaire au 30 juin 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Centre de services scolaire conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Incidences de la pandémie de COVID-19

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention du lecteur à la note 20 des états financiers qui décrit la situation dans le contexte de la pandémie mondiale de la COVID-19 déclarée par l'Organisation mondiale de la santé.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financier, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du centre de services scolaire.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Centre de services scolaire;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Centre de services scolaire à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Centre de services scolaire à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Comptables professionnels agréés

Montréal, le 30 octobre 2020.

¹ Par CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A106865

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

RÉSULTATS
exercice terminé le 30 juin 2020

	Budget 2020	2020	2019
Revenus (Annexe A)			
Subvention de fonctionnement du MEQ	307 347 518	\$ 299 512 126	\$ 291 462 014
Autres subventions et contributions	1 386 500	1 515 943	1 412 838
Taxe scolaire	19 609 811	19 713 859	19 080 115
Droits de scolarité et frais de scolarisation	2 495 834	2 307 495	2 636 139
Ventes de biens et services	15 830 978	13 224 200	16 886 321
Revenus divers	827 980	839 398	1 701 978
Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles	415 275	455 134	398 338
Total des revenus	347 913 896	337 568 155	333 577 743
Charges (Annexe B)			
Activités d'enseignement et de formation	179 229 619	176 673 950	174 509 384
Activités de soutien à l'enseignement et à la formation	74 914 030	71 104 756	71 043 342
Services d'appoint	30 635 045	28 605 830	29 714 921
Activités administratives	14 221 733	13 360 209	13 807 917
Activités relatives aux biens meubles et immeubles	42 155 743	41 433 890	38 888 915
Activités connexes	9 420 808	9 791 062	9 809 704
Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux	700 000	(722 326)	1 553 468
Total des charges	351 276 978	340 247 371	339 327 651
Déficit de l'exercice	(3 363 082)	\$ (2 679 216)	\$ (5 749 908)

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD**EXCÉDENT ACCUMULÉ**
exercice terminé le 30 juin 2020

	2020		2019	
Excédent accumulé au début de l'exercice	27 795 847	\$	33 545 755	\$
Déficit de l'exercice	(2 679 216)		(5 749 908)	
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	25 116 631	\$	27 795 847	\$

SITUATION FINANCIÈRE
au 30 juin 2020

	2020		2019	
Actifs financiers				
Subvention de fonctionnement à recevoir (note 4)	21 924 139	\$	36 772 557	\$
Subvention à recevoir affectée à l'acquisition d'immobilisations corporelles (note 13)	339 647		446 122	
Subvention à recevoir - Financement (note 5)	27 959 721		29 768 579	
Taxe scolaire à recevoir	3 747 029		5 017 873	
Débiteurs (note 6)	2 753 095		4 254 009	
	56 723 631	\$	76 259 140	\$
Passifs				
Découvert bancaire	1 850 824	\$	243 103	\$
Emprunts temporaires (note 7)	27 600 000		45 000 000	
Créditeurs et frais courus à payer (note 8)	34 056 371		39 013 928	
Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles (note 9)	5 691 035		5 817 769	
Revenus perçus d'avance (note 10)	1 032 670		1 406 248	
Provision pour avantages sociaux (note 11)	12 132 017		12 854 343	
Dette à long terme à la charge du Centre de services scolaire (note 12)	528 406		556 955	
Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention (note 13)	303 017 455		292 505 714	
Passif au titre des sites contaminés	1 630 569		1 630 569	
Autres passifs (note 14)	1 884 799		1 470 166	
	389 424 146	\$	400 498 795	\$
Dette nette	(332 700 515)	\$	(324 239 655)	\$
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles (note 15)	357 006 677	\$	351 661 504	\$
Stocks de fournitures	146 568		224 359	
Charges payées d'avance	663 901		149 639	
	357 817 146	\$	352 035 502	\$
Excédent accumulé	25 116 631	\$	27 795 847	\$

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

_____, présidente

_____, directrice générale

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

FLUX DE TRÉSORERIE
au 30 juin 2020

	2020		2019	
Activités de fonctionnement				
Déficit de l'exercice	(2 679 216)	\$	(5 749 908)	\$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Créances douteuses	304 516		204 251	
Provision pour avantages sociaux futurs	(722 326)		1 553 467	
Stocks et charges payées d'avance	(436 471)		78 607	
Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles	(455 134)		(398 338)	
Amortissement des frais reportés liés aux dettes	173 358		164 257	
Amortissement et réductions de valeur des immobilisations corporelles	20 849 567		19 298 766	
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement	18 978 667		(6 865 340)	
	36 012 961	\$	8 285 762	\$
Activités d'investissement en immobilisations				
Sorties de fonds pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	(30 530 515)	\$	(33 688 010)	\$
Activités de financement				
Produits provenant de l'émission de dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention	31 058 858	\$	54 286 322	\$
Remboursement de dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention	(20 720 475)		(24 967 272)	
Remboursement de dettes à la charge de l'organisme scolaire	(28 550)		(27 316)	
Variation des emprunts temporaires non reliés aux immobilisations corporelles	(17 400 000)		(3 750 000)	
	(7 090 167)	\$	25 541 734	\$
Variation de trésorerie et équivalents	(1 607 721)	\$	139 486	\$
Découvert bancaire au début	(243 103)		(382 589)	
Découvert bancaire à la fin	(1 850 824)	\$	(243 103)	\$

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord est constitué en vertu du décret 1014 97 du 13 août 1997. Le Centre de services scolaire a pour mission d'organiser, au bénéfice des personnes relevant de sa compétence, les services éducatifs prévus par la *Loi sur l'instruction publique* et par les régimes pédagogiques établis par le gouvernement du Québec.

Le Centre de services scolaire a également pour mission de promouvoir et valoriser l'éducation publique sur son territoire, de veiller à la qualité des services éducatifs et à la réussite des élèves en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau de scolarisation et de qualification de la population et de contribuer dans la mesure prévue par la Loi sur l'instruction publique au développement social, culturel et économique de sa région.

Le 15 juin 2020, en vertu de la *Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires*, la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord a effectué un changement de dénomination sociale pour le Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord.

2. ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

Les états financiers résumés comprennent des informations financières historiques tirées des états financiers complets, mais qui sont moins détaillées que ces derniers.

Ils comprennent les données regroupées, les principaux totaux partiels et totaux des états financiers complets correspondants et des informations tirées des notes complémentaires des états financiers complets. Ils ne comprennent pas l'état de la variation de la dette nette, les renseignements complémentaires des charges par objets et certains autres renseignements complémentaires inclus dans les états financiers complets.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**Référentiel comptable**

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers du Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de l'exercice visé par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations, les frais courus à payer, la provision pour avantages sociaux futurs, la provision pour le régime rétrospectif de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) et le passif au titre des sites contaminés. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et de découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le disponible.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Actifs financiers (suite)***Débiteurs*

Les débiteurs sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation de l'exercice de cette provision est constatée aux résultats du poste « Activités connexes ».

Passifs*Régime d'avantages complémentaires à la retraite*

Les membres du personnel du Centre de services scolaire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des enseignants (RRE) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes inter-employeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Les cotisations de l'exercice du Centre de services scolaire envers ces régimes gouvernementaux de même que les prestations sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées aux états financiers.

Provision pour avantages sociaux

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie monnayables du personnel enseignant ainsi que les obligations à court terme découlant des autres congés de maladie, des vacances, des heures supplémentaires accumulées, de l'assurance-traitement et des autres congés sociaux (maternité, paternité) gagnés par les employés du Centre de services scolaire sont comptabilisées au coût à titre de passif. La variation de l'exercice de la provision est constatée aux résultats au poste « Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux ».

Dettes à long terme

Les dettes à long terme sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajustées de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

Les frais d'émission liés aux dettes sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus dans le solde des dettes à long terme.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de sites contaminés sous la responsabilité du Centre de services scolaire, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif au titre des sites contaminés lorsque les critères suivants sont rencontrés :

- La contamination dépasse la norme environnementale;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif au titre des sites contaminés comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des sites contaminés. Le Centre de services scolaire a utilisé différentes méthodes pour estimer les coûts de réhabilitation et de gestion dont des études de caractérisation ou des analyses comparatives. Pour chaque site contaminé, le coût estimé a été majoré pour tenir compte du degré de précision associé à la méthode employée. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Actifs non financiers**

De par leur nature, les actifs non financiers du Centre de services scolaire sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers du Centre de services scolaire.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de service.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. À l'exception des terrains, le coût des immobilisations corporelles est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie utile, comme suit :

Aménagements de terrain	10 ou 20 ans
Bâtiments et améliorations majeures aux bâtiments	20 à 50 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Matériel et équipement	3 à 15 ans
Équipements spécialisés reliés à l'éducation	10 ou 20 ans
Documents de bibliothèque	10 ans
Manuels scolaires	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Développement informatique	5 ans
Réseau de télécommunication	20 ans

Les immobilisations en cours de construction, en développement ou en mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec en contrepartie un passif dans le poste « Contributions reportées », à l'exception des terrains où la contrepartie est constatée dans les revenus de l'exercice d'acquisition. Les contributions reportées sont virées graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'organisme scolaire de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges au poste des résultats « Activités relatives aux biens meubles et immeubles ». Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Actifs non financiers (suite)

Stocks de fournitures

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont le Centre de services scolaire bénéficiera au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où le Centre de services scolaire bénéficie des services acquis.

Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel les opérations ou les faits dont ils découlent. Les revenus qu'il serait trop difficile de mesurer avant leur encaissement sont comptabilisés au moment de la réception des fonds. Les sommes reçues ou à recevoir concernant des revenus qui seront gagnés dans une année ultérieure sont reportées et présentées à titre de revenus reportés.

Plus spécifiquement :

Subventions et contributions reportées

Les subventions du MEQ sont constatées dans l'exercice où le Centre de services scolaire a satisfait aux critères d'admissibilité prescrits dans les règles budgétaires de l'année scolaire. À l'exception des allocations consenties aux fins de perfectionnement et visant à rencontrer les dispositions des conventions collectives et de certaines allocations pour lesquelles le MEQ a autorisé le report, les revenus de subvention versés par le MEQ, conformément aux dispositions des règles budgétaires, ne sont pas reportés.

Les subventions affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles qui sont des paiements de transfert sont constatées lorsque les subventions sont autorisées et que le Centre de services scolaire a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est. Elles sont présentées au poste « Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles » lorsqu'elles sont assorties de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Le revenu relatif à la subvention est constaté aux résultats à mesure que le passif est réglé au poste « Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles ».

Les autres contributions affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles qui ne sont pas des paiements de transfert sont reportées dans le poste « Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles » et constatées à titre de revenus au poste « Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisation corporelles » dans l'exercice au cours de laquelle les ressources sont utilisées aux fins prescrites.

Taxe scolaire

Les revenus de la taxe scolaire sont constatés sur la période couverte par le rôle de perception. Les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur. La période couverte par les factures annuelles de taxe scolaire est du 1er juillet au 30 juin. La taxe scolaire est imposée sur la valeur ajustée. La valeur ajustée est déterminée par l'application de l'étalement, sur trois ans, de la variation entre la valeur uniformisée effective au 31 décembre de la dernière année du rôle précédent et celle figurant au nouveau rôle qui prend effet au 1er janvier. Les revenus tenant lieu de taxe scolaire sont constatés dans l'exercice au cours duquel les sommes sont encaissées.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Revenus (suite)***Vente de biens et services et revenus divers*

Les revenus provenant de la vente de biens et de services et revenus divers sont constatés dans l'exercice au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu. Les charges comprennent le coût des biens consommés dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités et des services obtenus au cours de l'exercice, ainsi que les pertes réalisées. Les montants comprennent aussi l'amortissement du coût des immobilisations pour l'exercice.

Opérations entre apparentés

Les opérations entre apparentés sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle partagé.

Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Quant aux services reçus à titre gratuit, ils ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations entre apparentés ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

4. SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À RECEVOIR	2020		2019	
Subventions de fonctionnement à recevoir	20 151 594	\$	34 038 421	\$
Service de la dette	2 308 162		2 857 323	
Transport scolaire	(766 503)		(389 924)	
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	96 148		261 300	
Autres subventions	134 738		5 437	
	21 924 139	\$	36 772 557	\$

5. SUBVENTION À RECEVOIR - FINANCEMENT	2020		2019	
Immobilisations mises en service avant le 1er juillet 2008	(24 411 149)	\$	(20 761 485)	\$
Immobilisations mises en service après le 30 juin 2008	43 312 638		41 471 832	
Congés de maladie	1 621 990		1 621 990	
Vacances	4 924 403		4 924 403	
Assurance-traitement	732 030		732 030	
Autres congés sociaux	149 240		149 240	
Passif au titre des sites contaminés	1 630 569		1 630 569	
	27 959 721	\$	29 768 579	\$

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

NOTES COMPLÉMENTAIRES
exercice terminé le 30 juin 2020

6. DÉBITEURS	2020		2019	
Comptes à recevoir des usagers - Droits de scolarité	95 332	\$	95 418	\$
Autres comptes à recevoir des usagers	2 024 051		2 154 536	
Congés sabbatiques	727 992		709 622	
Intérêts courus à recevoir	727		2 214	
Avances à des employés du Centre de services scolaire	39 592		57 296	
Taxes à la consommation à recevoir	444 031		1 564 944	
Autres ventes de biens et services	824 351		767 430	
	4 156 076		5 351 460	
Provision pour créances douteuses	(1 402 981)		(1 097 451)	
	2 753 095	\$	4 254 009	\$

7. EMPRUNTS TEMPORAIRES

Les acceptations bancaires sont autorisés mensuellement par le MEQ. L'ouverture de crédit autorisé est de 91 096 114 \$ (141 161 492 \$ au 30 juin 2019) sous forme de marge de crédit portant intérêt au taux de base et sous forme d'acceptations bancaires. Les acceptations bancaires, échéant le 15 juillet 2020 portent intérêt à un taux de 0,815 % à 0,821% (2,256 % au 30 juin 2019) et sont garanties par le MEQ.

8. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS À PAYER	2020		2019	
Salaires courus, déductions et charges sociales	23 511 244	\$	22 769 304	\$
Autres créditeurs et frais courus - Ministères et organismes du gouvernement du Québec	607 500		461 214	
Autres créditeurs et frais courus - Autres que ministères et organismes du gouvernement du Québec	7 693 224		13 698 405	
Intérêts courus	2 244 403		2 085 005	
	34 056 371	\$	39 013 928	\$

9. CONTRIBUTIONS REPORTÉES AFFECTÉES À L'ACQUISITION
D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2020		2019	
Gouvernement du Québec	2 552 228	\$	2 648 664	\$
Autres	3 138 807		3 169 105	
	5 691 035	\$	5 817 769	\$

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

NOTES COMPLÉMENTAIRES
exercice terminé le 30 juin 2020

10. REVENUS PERÇUS D'AVANCE	2020		2019	
Taxes scolaires perçues d'avance	988 133	\$	993 059	\$
Droits de scolarité perçus d'avance	37 975		35 184	
Revenus perçus d'avance des usagers	1 285		346 582	
Revenus perçus d'avance - autres que des usagers	5 277		3 206	
Subvention reportée - Autre	-		28 217	
	1 032 670	\$	1 406 248	\$

11. PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX	2020		2019	
Congés de maladie	1 570 474	\$	1 632 280	\$
Contributions de l'employeur - Congés de maladie	291 937		274 182	
Vacances	7 081 399		6 703 243	
Contributions de l'employeur - Vacances	1 374 394		1 310 618	
Assurance-traitement	1 095 759		1 842 052	
Contributions de l'employeur - Assurance-traitement	135 168		255 665	
Heures supplémentaires accumulées	321 131		484 865	
Contribution de l'employeur - Heures supplémentaires accumulées	66 051		99 728	
Autres congés sociaux et indemnités de départ	168 138		210 906	
Contributions de l'employeur - Autres congés sociaux	27 566		40 804	
	12 132 017	\$	12 854 343	\$

12. DETTE À LONG TERME À LA CHARGE DU CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE	2020		2019	
Billet à valeur nominale de 701 393 \$, remboursable par versement mensuels de 4 502 \$ capital et intérêts inclus au taux de 4,67 % venant à échéance le 5 juillet 2028	528 406	\$	556 955	\$

Les versements en capital exigibles sur la dette à long terme à la charge du Centre de services scolaire au cours des prochains exercices se terminant le 30 juin, sont les suivants :

2021	29 996	\$		
2022	31 427			
2023	32 927			
2024	34 498			
2025	36 144			
2026 et suivantes	363 414			
	528 406	\$		

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

NOTES COMPLÉMENTAIRES
exercice terminé le 30 juin 2020

13. DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION	2020	2019
Billets		
Règles budgétaires		
Divers billets à valeur nominale totalisant 366 387 000 \$, remboursables par versements annuels variables de capital représentant 21 587 000 \$ plus intérêts en 2020-2021 au taux d'intérêt effectif variant de 0,77 % à 4,94 %, venant à échéance entre le 1 ^{er} avril 2022 et le 1 ^{er} février 2045	304 279 000	293 655 000
	\$	\$
Moins: Frais reportés liés aux dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention	(1 598 876)	(1 592 250)
	302 680 124	292 062 750
Autres que règles budgétaires		
Billet à valeur nominale de 1 020 990 \$, remboursable par versement annuel de 120 309 \$ incluant capital et intérêt au taux effectif de 3,10 %, venant à échéance le 27 mars 2023	339 647	446 122
	\$	\$
Moins: Frais reportés liés aux dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention	(2 316)	(3 158)
	337 331	442 964
	303 017 455	292 505 714
	\$	\$
Les versements en capital exigibles sur les dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention excluant les frais reportés liés à celle-ci au cours des prochains exercices se terminant le 30 juin, sont les suivants :		
2021	21 696 776	\$
2022	21 700 181	
2023	20 914 690	
2024	38 265 000	
2025	54 645 000	
2026 et suivantes	147 397 000	
	304 618 647	\$
	\$	
14. AUTRES PASSIFS	2020	2019
Provision pour régime rétrospectif de la CNESST	1 278 201	814 040
Comptes à fin déterminée - Fonds à destination spéciale	606 598	656 126
	1 884 799	1 470 166
	\$	\$

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

NOTES COMPLÉMENTAIRES
exercice terminé le 30 juin 2020**15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

			2020	2019
	Coût	Amortisse- ment cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrains	3 851 443	\$ -	\$ 3 851 443	\$ 3 851 443
Aménagement de terrains	10 475 919	2 852 695	7 623 224	5 359 356
Bâtiments	267 971 527	114 755 464	153 216 063	155 360 209
Améliorations et transformations majeures	216 955 697	67 765 419	149 190 278	142 427 972
Matériel et équipement	27 025 812	12 960 553	14 065 259	13 421 951
Équipement spécialisé relié à l'éducation	44 482 217	17 277 283	27 204 934	29 063 888
Développement informatique	579 583	359 057	220 526	313 855
Réseaux complexes	4 556 623	2 921 673	1 634 950	1 862 830
	575 898 821	\$ 218 892 144	\$ 357 006 677	\$ 351 661 504

Le total des immobilisations corporelles inclut :

Les immobilisations en cours de construction, de développement ou de mise en valeur pour un total de 4 942 545 \$ (19 748 563 \$ au 30 juin 2019), soit 537 112 \$ (15 513 499 \$ au 30 juin 2019) pour des bâtiments, 3 903 895 \$ (3 841 930 \$ au 30 juin 2019) pour des améliorations et transformations majeures aux bâtiments et 501 538 \$ (393 134 \$ au 30 juin 2019) pour des aménagements de terrains. Aucune charge d'amortissement n'est associée à ces immobilisations.

Aucune immobilisation corporelle (281 865 \$ au 30 juin 2019) n'a été soit acquise par donation ou pour une valeur symbolique, soit financée en partie ou en totalité par des contributions d'organisations externes au périmètre comptable.

Au cours de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations corporelles comprennent un montant de 3 496 833 \$ (7 832 608 \$ au 30 juin 2019) qui est inclus dans les comptes à payer et retenues sur contrats. Cette opération est exclue de l'état des flux de trésorerie.

16. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Centre de services scolaire, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers types de risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 30 juin 2020.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie fasse défaut à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit du Centre de services scolaire est principalement attribuable à ses débiteurs excluant les taxes à la consommation et à ses subventions à recevoir. Afin de réduire son risque de crédit, le Centre de services analyse régulièrement le solde de ses débiteurs et une provision pour mauvaises créances est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La valeur comptable des principaux actifs du Centre de services scolaire représente l'exposition maximale du Centre de services scolaire au risque de crédit. Le tableau suivant présente la balance chronologique des débiteurs excluant les taxes à la consommation, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 30 juin 2020.

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

NOTES COMPLÉMENTAIRES
exercice terminé le 30 juin 2020**16. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**

	2020		2019	
Débiteurs				
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	1 150 052	\$	1 178 631	\$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	74 701		116 868	
De 61 à 90 jours de la date de facturation	65 469		25 143	
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	2 421 824		2 465 873	
	3 712 046		3 786 515	
Moins la provision pour créances douteuses	(1 402 981)		(1 097 451)	
Total des débiteurs déduction faite de la provision pour créances douteuses	2 309 065	\$	2 689 064	\$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Centre de services scolaire éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Le Centre de services scolaire est exposé à ce risque principalement en regard à ses emprunts temporaires, ses créditeurs et frais courus à payer à l'exception des déductions à la source, certains postes composant la provision pour avantages sociaux (les vacances et les autres congés sociaux) et ses dettes à long terme. Afin de gérer son risque de liquidité, le Centre de services scolaire effectue une analyse quotidienne de ses liquidités et emprunte les sommes nécessaires selon les besoins quotidiens en fonction d'un montant maximal autorisé par le MEQ.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers du Centre de services scolaire se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	2020 Total
Emprunts temporaires	27 600 000				27 600 000 \$
Créditeurs et frais courus à payer	34 056 371				34 056 371 \$
Dettes à long terme	21 726 772	42 679 225	92 980 642	147 760 414	305 147 053 \$
Provision pour avantages sociaux futurs	12 132 017				12 132 017 \$

	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	2019 Total
Emprunts temporaires	45 000 000				45 000 000 \$
Créditeurs et frais courus à payer	39 013 928				39 013 928 \$
Dettes à long terme	20 749 105	40 238 380	56 438 115	177 232 477	294 658 077 \$
Provision pour avantages sociaux futurs	12 854 343				12 854 343 \$

16. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)*Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent le Centre de services scolaire à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les prêts et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux variables sont les emprunts temporaires.

Étant donné que le Centre de services scolaire comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que le Centre de services scolaire prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1% du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter les charges de 276 000 \$ (450 000 \$ au 30 juin 2019).

17. OBLIGATIONS ET DROITS CONTRACTUELS

Dans le cadre de ses opérations, le Centre de services scolaire a conclu différents accords à long terme dont les plus importants ont donné lieu aux obligations contractuelles suivantes :

Le Centre de services scolaire est lié par des contrats de location de locaux venant à échéance entre 2021 et 2024 non renouvelables et non résiliables. Les déboursés futurs représentant des engagements de 1 407 618 \$ (1 841 562 \$ au 30 juin 2019) dont 59 220 \$ avec des parties apparentées (106 600 \$ au 30 juin 2019) et comprennent les versements suivants :

2021	825 187 \$	Incluant 59 220 \$ avec des parties apparentées
2022	282 911 \$	
2023	150 480 \$	
2024	149 040 \$	

Le Centre de services scolaire est lié par des contrats de location de modulaires et de véhicules venant à échéance entre 2021 et 2025 non renouvelables et non résiliables représentant des engagements 1 272 474 \$ (1 532 500 \$ au 30 juin 2019) et comprennent les versements suivants :

2021	553 140 \$
2022	545 551 \$
2023	154 347 \$
2024	14 042 \$
2025	5 394 \$

Le Centre de services scolaire est lié par des contrats d'entretien divers des terrains et immeubles, d'acquisition de fournitures, de téléphonie et d'informatique, de services aux employés ainsi qu'un contrat concernant le Protecteur de l'élève venant à échéance entre 2021 et 2025 représentant des engagements de 3 714 800 \$ (2 117 586 \$ au 30 juin 2019) et comprennent les versements suivants :

2021	1 860 395 \$
2022	767 020 \$
2023	737 723 \$
2024	174 832 \$
2025	174 830 \$

17 OBLIGATIONS ET DROITS CONTRACTUELS (suite)

De plus, le Centre de services scolaire est lié par des contrats de transport scolaire indexés annuellement selon l'indice des prix à la consommation venant à échéance entre 2021 et 2023. Les déboursés futurs totalisent des engagements de 36 270 018 \$ (44 944 423 \$ au 30 juin 2019) et comprennent les versements suivants :

2021	14 200 546 \$
2022	12 810 307 \$
2023	9 259 165 \$

Le Centre de services scolaire est lié par des contrats de construction et de réaménagement de certaines écoles et centres représentant des engagements de 15 941 962 \$ (14 034 277\$ au 30 juin 2019) et se réaliseront au cours du prochain exercice.

Le Centre de services scolaire est lié par des contrats d'achat de tracteurs routiers représentant 2 140 722 \$ (1 057 780 \$ au 30 juin 2019) et se réaliseront au cours du prochain exercice.

18. ÉVENTUALITÉS

Au 30 juin 2020, les réclamations en cours contre le Centre de services scolaires de la Rivière-du-Nord totalisent 4 395 866 \$ (1 398 384 \$ en 2019) représentant des poursuites et des griefs. La direction n'est pas en mesure, à la date des états financiers, d'évaluer l'issue de ces réclamations ni les impacts financiers pouvant en découler, le cas échéant.

Toute variation pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputée au surplus (ou déficit) de l'exercice alors en cours.

19 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Centre de services scolaire est apparenté avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle conjoint. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives du Centre de services scolaire. Le principal dirigeant est le directeur général du Centre de services scolaire aux fins des états financiers consolidés du gouvernement.

Le Centre de services scolaire n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aussi, le Centre de services scolaire n'a pas conclu d'opération commerciale autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations sont les suivantes :

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

NOTES COMPLÉMENTAIRES
exercice terminé le 30 juin 2020

19 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)	2020		2019	
<i>Actif</i>				
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur				
Subvention de fonctionnement à recevoir	21 785 331	\$	36 167 840	\$
Subvention à recevoir - Financement	26 329 151		28 138 010	
Débiteurs	277 378		150 720	
Conseil du Trésor, Administration gouvernementale				
Subvention à recevoir - Financement	1 630 569		1 630 569	
Fonds de développement du sport et de l'activité physique				
Subvention de fonctionnement à recevoir	2 633		3 459	
Subvention à recevoir affectée à l'acquisition d'immobilisations corporelles	339 647		446 122	
Ministère du revenu				
Débiteurs	246 918		534 217	
Fonds de développement du marché du travail				
Subvention de fonctionnement à recevoir	96 148		261 301	
Autres subventions	40 028		-	
Débiteurs	51 761		-	
Commissions scolaires et Centres de services scolaires				
Débiteurs et frais imputables aux prochains exercices	424 397		685 449	
Autres ministères et organismes				
Taxes scolaires à recevoir	411		1 224	
Débiteurs	5 743		51 924	
Financement-Québec et fonds de financement				
Frais reportés liés aux dettes	1 601 193		1 595 408	
	52 831 308	\$	69 666 243	\$

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

	NOTES COMPLÉMENTAIRES	
	exercice terminé le 30 juin 2020	
19 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)	2020	2019
<i>Passif</i>		
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Revenus perçus d'avance	-	28 217
	\$	\$
Fonds de développement du sport et de l'activité physique Contributions reportées liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles	578 317	629 723
Ministre du revenu Créditeurs	3 394 708	3 347 677
Ministère des Finances Créditeurs	1 237 733	1 233 414
Financement-Québec Créditeurs	2 737	3 579
Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention Règles budgétaires	9 270 000	9 888 000
Autres que règles budgétaires	339 647	446 122
Intérêts courus à payer sur les dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention	39 017	42 269
Fonds de financement Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention Règles budgétaires	295 009 000	283 767 000
Intérêts courus à payer sur les dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention	2 203 673	2 040 930
Commissions scolaires et Centres de services scolaires Créditeurs	310 940	184 093
Autres ministères et organismes Créditeurs	286 091	273 543
Contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles	1 973 911	2 018 941
	314 645 774	303 903 508
	\$	\$

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

NOTES COMPLÉMENTAIRES
exercice terminé le 30 juin 2020

19 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)	2020		2019	
<i>Résultats - Revenus</i>				
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur				
Subvention de fonctionnement	301 320 985	\$	289 130 995	\$
Autres subventions et contributions	29 267		16 586	
Fonds de développement du marché du travail				
Autres subventions et contributions	1 424 842		1 318 779	
Revenus divers	3 730		9 540	
Commissions scolaires et Centres de services scolaires				
Revenu divers	500 090		1 062 935	
Autres ministères et organismes				
Autres subventions et contributions	87 600		230 586	
Taxe scolaire	88 530		89 981	
Revenus divers	216 234		(381)	
	303 671 278	\$	291 859 021	\$

Résultats - dépenses

Réparties entre les différentes natures de dépenses par activité

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	(1 808 858)	\$	1 727 353	\$
autres dépenses	(580 535)		-	
Hydro-Québec	3 451 575		3 912 495	
Ministère des Finances	10 171 637		9 919 649	
Commissions scolaires et Centres de services scolaires	388 284		528 912	
Autres ministères et organismes	131 017		201 648	
Financement-Québec - service de la dette	505 009		645 415	
Fonds de financement - service de la dette	8 002 103		7 023 472	
	20 260 232	\$	23 958 944	\$

20 INCIDENCES DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

La pandémie de COVID-19 et les mesures prises en réaction à son éclosion ont entraîné des perturbations temporaires importantes des activités du Centre de services scolaire.

Le Centre de services scolaire a pris et continuera de prendre des mesures à la suite de ces événements afin d'en minimiser les répercussions. Toutefois, à la date de mise au point définitive des états financiers, la durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues. Par conséquent, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient avoir sur les résultats financiers, les flux de trésorerie et la situation financière du Centre de services scolaire pour les exercices futurs.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES RÉSUMÉS

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

REVENUS

exercice terminé le 30 juin 2020

	2020		2019	
Subvention de fonctionnement du MEES				
Subvention de fonctionnement - Jeunes, Adultes, Formation professionnelle	79.10%	267 016 279	\$ 77.71%	259 234 745
Subvention pour le service de la dette	8.68%	29 292 702	7.39%	24 659 361
Variation de la subvention - Financement	-0.54%	(1 808 859)	0.60%	1 991 061
Subvention pour le transport scolaire	1.45%	4 891 709	1.65%	5 488 673
Autres subventions	0.04%	120 295	0.03%	88 174
	88.73%	299 512 126	87.38%	291 462 014
Autres subventions et contributions				
Subvention du MTESS (FDMT) - Formation professionnelle et formation générale des adultes	0.36%	1 228 990	0.40%	1 318 779
Subvention du gouvernement provincial	0.08%	283 453	0.03%	91 665
Subvention du gouvernement fédéral	0.00%	3 500	0.00%	2 394
	0.44%	1 515 943	0.43%	1 412 838
Taxe scolaire	5.84%	19 713 859	5.72%	19 080 115
Droits de scolarité et frais de scolarisation				
Ententes de scolarité entre organismes scolaires	0.13%	434 629	0.01%	21 159
Autres frais de scolarisation - Effectif scolaire adulte	0.04%	122 436	0.04%	148 220
Revenus - Cours en formation professionnelle	0.51%	1 726 951	0.71%	2 359 573
Revenus - Autres types de formation	0.00%	-	0.01%	21 506
Droits de scolarité pour les élèves de l'extérieur du Québec (sans entente)	0.01%	23 479	0.03%	85 681
	0.69%	2 307 495	0.80%	2 636 139
Ventes de biens et services				
Fournitures et matériel scolaire	0.70%	2 358 350	0.73%	2 435 827
Surveillance et transport du midi	0.48%	1 610 997	0.54%	1 794 775
Service de garde	1.78%	6 000 271	2.48%	8 283 758
Autres activités chargées aux usagers	0.57%	1 913 740	0.78%	2 609 701
Autres ventes de biens et services	0.40%	1 340 842	0.53%	1 762 260
	3.93%	13 224 200	5.06%	16 886 321
Revenus divers				
Intérêts, pénalités et frais de retard	0.10%	331 404	0.30%	996 382
Location d'immeubles ou de biens meubles	0.06%	213 670	0.09%	299 316
Participation financière d'un particulier ou d'un organisme	0.08%	278 322	0.15%	490 698
Publicité et commandites	0.00%	15 242	0.01%	30 791
Subvention - Financement (Passif au titre des sites contaminés - Réévaluation)	0.00%	-	-0.03%	(116 469)
Autres revenus	0.00%	760	0.00%	1 260
	0.24%	839 398	0.52%	1 701 978
Amortissement des contributions reportées affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles	0.13%	455 134	0.09%	398 338
Total des revenus	100%	337 568 155	\$ 100%	333 577 743

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

CHARGES PAR ACTIVITÉ
exercice terminé le 30 juin 2020

	2020		2019			
Activités d'enseignement et de formation						
Éducation préscolaire	3.35%	11 390 385	\$	3.36%	11 413 014	\$
Enseignement primaire	19.92%	67 782 039		18.98%	64 413 398	
Enseignement secondaire général	12.75%	43 369 362		12.44%	42 227 795	
Formation professionnelle	9.90%	33 690 405		11.04%	37 445 319	
Enseignement particulier	4.52%	15 390 130		4.12%	13 986 378	
Formation générale des adultes	1.48%	5 051 629		1.48%	5 023 480	
	51.92%	176 673 950	\$	51.42%	174 509 384	\$
Activités de soutien à l'enseignement et à la formation						
Gestion des écoles et des centres	6.22%	21 170 616	\$	6.06%	20 558 949	\$
Moyens d'enseignement	1.69%	5 742 805		1.62%	5 484 770	
Services complémentaires	7.23%	24 603 869		7.02%	23 821 479	
Services pédagogiques particuliers et de formation d'appoint	2.44%	8 299 504		2.68%	9 104 272	
Animation et développement pédagogique	1.79%	6 102 034		1.66%	5 630 175	
Perfectionnement du personnel enseignant et autre personnel de soutien à l'enseignement	0.32%	1 096 272		0.46%	1 548 755	
Activités sportives, culturelles et sociales	1.20%	4 089 656		1.44%	4 894 942	
	20.89%	71 104 756	\$	20.94%	71 043 342	\$
Services d'appoint						
Hébergement des élèves	0.02%	54 250	\$	0.02%	65 250	\$
Services alimentaires	0.00%	1 193		0.00%	13 237	
Transport scolaire	4.40%	14 962 436		4.91%	16 666 723	
Service de garde	3.99%	13 587 951		3.82%	12 969 711	
	8.41%	28 605 830	\$	8.75%	29 714 921	\$
Activités administratives						
Conseil des commissaires et comités	0.07%	243 121	\$	0.08%	265 022	\$
Gestion	2.77%	9 410 248		2.80%	9 490 908	
Services corporatifs	1.07%	3 646 391		1.16%	3 946 660	
Perfectionnement du personnel administratif et ouvrier	0.02%	60 449		0.03%	105 327	
	3.93%	13 360 209	\$	4.07%	13 807 917	\$

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

CHARGES PAR ACTIVITÉ
exercice terminé le 30 juin 2020

		2020		2019	
Activités relatives aux biens meubles et immeubles					
Entretien et amortissement des biens meubles	3.22%	10 964 541	\$	2.91%	9 880 585
Conservation et amortissement des biens immeubles	4.68%	15 911 097		5.03%	17 055 025
Entretien ménager	2.06%	7 024 626		2.02%	6 860 927
Consommation énergétique	1.06%	3 616 796		1.31%	4 458 271
Location d'immeubles	0.79%	2 698 664		0.06%	190 846
Protection et sécurité	0.16%	540 682		0.10%	347 337
Construction et acquisition d'immeubles non capitalisable	0.01%	30 457			-
Amélioration, transformation et rénovation majeure non capitalisable	0.12%	424 235		0.03%	93 990
Systèmes d'information et de télécommunication non capitalisables	0.07%	222 792		0.00%	1 934
	12.17%	41 433 890	\$	11.46%	38 888 915
Activités connexes					
Financement	2.80%	9 472 269	\$	2.78%	9 434 460
Projets spéciaux	0.00%	12 773		0.06%	203 744
Rétroactivité	0.00%	-		0.01%	23 834
Sécurité d'emploi	0.00%	-		0.01%	21 138
Variation des provisions	0.09%	304 516		0.03%	87 782
Prêts de services	0.00%	-		0.01%	38 653
Autres activités connexes	0.00%	1 504		0.00%	93
	2.89%	9 791 062	\$	2.90%	9 809 704
Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux					
	-0.21%	(722 326)		0.46%	1 553 468
Total des charges	100%	340 247 371	\$	100%	339 327 651